Danemark : les propositions de l'Alliance rouge-verte

vendredi 18 octobre 2019, par [Alliance Rouge-Verte \(DK\)](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2019).

Extraits du projet de programme présenté par le conseil national de l'Alliance rouge-verte / Enhedslisten du Danemark, au congrès annuel du parti, les 5 et 6 octobre [2019].

LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION

Le capitalisme mondial et l'inégalité croissante La différence entre les pays riches et les pays pauvres que nous constatons aujourd'hui n'est pas une coïncidence, mais un produit de processus économiques, militaires et politiques. La mondialisation représente un échange de plus en plus dense et englobant de capitaux, de biens, d'informations et de personnes entre les pays du monde, avec pour conséquence une interdépendance accrue. Cette évolution, qui a enrichi certains pays, en a appauvri d'autres. En même temps, les inégalités internes au sein des pays riches comme chez les pays pauvres ont fortement augmenté. Le capitalisme est et a toujours été basé sur l'exploitation globale. Dans les régions les plus pauvres du monde, des matières premières bon marché sont produites, souvent dans des conditions de travail horribles et avec de lourdes conséquences pour l'environnement. Les matières premières bon marché sont transportées vers des zones industrielles où elles sont transformées en produits finis, qui sont ensuite transportés pour être vendus dans d'autres lieux. En particulier, les grandes entreprises ayant leur siège dans les pays riches détiennent le pouvoir sur ce système de production et en tirent d'énormes profits. C'est un système de production qui transfère des richesses énormes des pays pauvres vers ceux qui sont riches et qui maintient des milliards de personnes dans la pauvreté. C'est aussi un système de production qui conduit au changement climatique et à d'énormes dommages environnementaux aux niveaux local et mondial. L'accumulation de capital dans la partie la plus riche du monde signifie également la mise en place d'un secteur financier constitué de grandes banques, de fonds de capital-investissement, etc. Ils investissent leur capital dans des projets partout dans le monde et aident ainsi à contrôler où investir, dans quoi investir et comment le faire. Dans de nombreuses régions du monde, des grands pans de population connaissent des inégalités croissantes et ne peuvent plus espérer d'améliorations. Au contraire, leurs enfants vivent dans des conditions de vie moins favorables que celles de leurs parents. L'insécurité est beaucoup plus grande en ce qui concerne l'emploi, la sécurité sociale, les possibilités d'éducation, etc. Dans de nombreux pays riches, les réformes des dernières années ont érodé les salaires, de sorte que de nombreuses personnes à bas salaire doivent avoir plus d'un emploi pour pouvoir faire face à la situation ou demander l'aide à des organisations charitables. De plus en plus de personnes ne peuvent obtenir qu'un emploi temporaire et vivre dans une grande insécurité et sans droits. En même temps, de nombreux emplois disparaissent à cause de l'automatisation. De nombreuses entreprises embauchent des personnes migrantes dans des conditions d'extrême pauvreté, ce qui entraîne également une baisse des salaires et des conditions de travail des autres travailleur-se-s. En outre, le crime organisé se développe dans de nombreux endroits, ce qui accroît l'insécurité et l'anarchie. Relations de pouvoir globales Depuis sa création, le capitalisme est caractérisé par des relations de pouvoir inégales, la violence, l'esclavage et l'exploitation. La révolution industrielle a été rendue possible par les profits et les produits des colonies et par la lutte contre la production en provenant. Les pays pauvres ont été maintenus dans

des rôles secondaires en tant que producteurs de matières premières, tandis que les pays riches ont développé des industries. Le capitalisme a toujours été mondial et tributaire du marché mondial, depuis les premiers envois d'esclaves financés par les entreprises financières européennes jusqu'aux ateliers clandestins au Bangladesh. Mais la façon dont ce marché mondial a été réglementé a radicalement changé au cours de l'histoire. Depuis que Colomb est arrivé en Amérique, les puissances européennes ont divisé des parties de plus en plus grandes du globe en de vastes empires coloniaux. Au début du 20^e siècle, le monde était presque complètement divisé en un système impérial et quelques pays riches dominaient le reste du monde. Les conflits entre diverses superpuissances au sujet de leur influence dans le monde ont conduit à deux guerres mondiales. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont constitué le plus important pouvoir économique, militaire et politique. La plupart des colonies ont acquis une indépendance formelle. Et les pays impérialistes d'Europe occidentale ont essayé de développer une structure impérialiste commune sous la forme de l'Union européenne (UE), qui, en alliance avec les États-Unis, devrait protéger les intérêts des grandes entreprises européennes dans le reste du monde. L'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est a renforcé la domination mondiale des États-Unis. La domination économique et politique d'aujourd'hui est de plus en plus contestée par d'autres puissances impérialistes. C'est le cas en particulier de la Chine, qui est non seulement la deuxième puissance économique du monde, mais qui également étend son influence politique et militaire en particulier en Asie du Sud-Est et en Afrique. En Europe, il existe un conflit intense entre la Russie et les États-Unis / UE sur la domination de l'Europe de l'Est. Ces développements augmentent le risque de guerre commerciale et finalement de conflit militaire, où les États-Unis, la Chine et la Russie sont impliqués plus ou moins activement de part et d'autre. Les grandes puissances telles que la Chine, l'Union européenne, la Russie et l'Inde défendent leurs intérêts corporatifs nationaux et non la justice. Bien que des pays tels que la Russie et la Chine soient de plus en plus en conflit avec les pays capitalistes occidentaux, ces pays ne sont en aucun cas une alternative au système capitaliste. Par conséquent, une économie mondiale plus juste exige une confrontation avec l'ensemble du système capitaliste mondial, et pas seulement le remplacement d'une puissance dominante par une autre. La situation mondiale est encore compliquée par le fait que certains pays sont à la fois subordonnés aux États-Unis et agissent en même temps en tant que puissances impérialistes régionales. Nous le voyons par exemple avec le Brésil en Amérique latine et avec l'Arabie saoudite au Moyen-Orient. L'UE repose sur l'idée d'un impérialisme européen commun par rapport au reste du monde. On le voit avec la pêche prédatrice au large des côtes africaines. De plus, au sein de l'UE, la richesse est transférée de l'Europe du Sud et de l'Est vers les pays les plus importants de l'UE, tels que l'Allemagne et la France. En premier lieu, l'UE s'efforce de donner aux grandes entreprises les meilleures possibilités de générer des profits en imposant des privatisations et des coupes dans certains pays, au moyen de la loi de finances de l'UE, etc. Le Danemark est l'un des pays impérialistes qui s'est développé sur la base du colonialisme. Le Danemark fonctionne toujours comme un pays impérialiste qui, dans le cadre de sa politique étrangère, défend les intérêts des grandes entreprises danoises, telles que A. P. Møller - Mærsk, qui jouent un rôle majeur dans la logistique militaire américaine. Le Danemark fait également partie de l'impérialisme européen au sein de l'UE et est un allié fidèle des États-Unis. L'aide danoise aux pays en développement, qui visait auparavant à aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté, est de plus en plus utilisée pour soutenir les grandes entreprises et promouvoir la politique impérialiste. Le pouvoir des entreprises et du capital financier Une dynamique fondamentale du système économique capitaliste consiste en une accumulation de capital entre les mains de grandes entreprises, de banques et de fonds de capital-investissement. Cette dynamique est renforcée par l'idéologie et la politique bourgeoises. Après la crise pétrolière des années 70, les gouvernements des principaux pays impérialistes ont appliqué une politique dite néolibérale, grâce à laquelle les accords commerciaux et la déréglementation des marchés financiers internationaux ont permis à ces grandes entreprises et institutions financières de se développer à un niveau sans précédent.

Des institutions internationales telles que l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et l'UE ont joué un rôle central en tant qu'outils de cette politique. Par l'intermédiaire de ces institutions, des accords de libre-échange ont été introduits, obligeant les pays à ouvrir leurs marchés aux grandes entreprises. Et par le biais d'accords de prêt, les pays pauvres ont été contraints de mener une politique néolibérale, qui inclut la privatisation des transports, de l'eau et des entreprises publiques, ainsi que des réductions des avantages sociaux tels que l'éducation et la santé. Le FMI et la Banque mondiale ont souvent octroyé des prêts à des dictateurs et à des tyrans. Ces accords ont eu pour résultat, dans de nombreux endroits, de détériorer les conditions de vie des plus pauvres du monde. Les accords commerciaux les plus récents tels que TTIP (UE et États-Unis), CETA (UE et Canada) et TTP (Asie et Pacifique) impliquent un nouveau transfert de pouvoir des entreprises et des investisseurs contre les décisions démocratiques, la protection des consommateurs, la législation environnementale, etc. Ils permettent même aux entreprises de poursuivre en justice les États qui appliquent des politiques qui nuisent aux bénéfices des entreprises. La mondialisation de la production capitaliste et la politique néolibérale qui l'a soutenue ont également amené beaucoup d'entreprises à déplacer leur production industrielle entièrement ou hors des anciens pays industrialisés vers des pays où les salaires, les conditions de travail et les réglementations environnementales sont moins élevés. Cela se produit souvent dans une situation où la production est officiellement réalisée par une entreprise locale indépendante qui dépend en réalité entièrement des entreprises multinationales.

L'enjeu des migrations

À la fin des années 1800 et au début des années 1900, des millions de personnes ont été forcées de quitter l'Europe, notamment vers les États-Unis, pour améliorer leurs conditions de vie et permettre à davantage d'enfants de survivre, d'apprendre à lire et à écrire, et s'ouvrir aux opportunités ailleurs dans le monde. D'autre part, ils ont pu constater que dans leur pays d'origine, il n'était pas possible de trouver un emploi ou de gagner suffisamment d'argent en cultivant la terre pour assurer leur survie et celle de leur famille. Aujourd'hui, la même chose se produit dans de nombreux endroits du monde, notamment en Afrique. Sous le capitalisme, le travail est une marchandise sur le marché du travail. Lorsque les marchandises et l'argent circulent de plus en plus dans le monde, cela signifie également que les gens sont poussés à se déplacer pour trouver un emploi. Il peut s'agir de personnes de zones rurales qui se déplacent vers les villes et de personnes qui traversent des frontières.

Dans le monde entier, des millions de personnes sont obligées de quitter leurs familles et leurs communautés. Cette migration a de nombreuses causes différentes : la pauvreté, le chômage, la guerre, la persécution, la traite des êtres humains, le changement climatique et de nombreux autres mécanismes poussent les gens à se déplacer. Les changements climatiques provoquent de plus en plus de gens à fuir la sécheresse, les inondations, les conditions météorologiques extrêmes, l'épuisement des sols et les épidémies. Beaucoup essaient d'atteindre l'Europe, mais la plupart se retrouvent dans d'autres pays pauvres. De même, en Europe, nous constatons une migration croissante fondée sur le chômage et une inégalité de rémunération entre les pays. Dans certaines régions, il existe une migration hors de l'Europe, par exemple du Portugal, où de nombreux jeunes se rendent au Brésil, aux États-Unis ou en Afrique. Dans d'autres pays, tels que la Grèce, l'Espagne et les pays d'Europe orientale, des migrations vers d'autres pays européens, tels que l'Allemagne, l'Angleterre et les pays scandinaves, ont lieu. Simultanément, dans de nombreuses régions du monde, les médias, la publicité et les industries culturelles font rêver les gens créant ainsi l'illusion qu'ils pourraient avoir un avenir meilleur s'ils s'installent dans les pays riches. Souvent, le choix de migrer exprime à la fois la sortie d'une situation inhumaine et l'espoir d'un avenir meilleur. De nombreux-ses travailleur-se-s migrant-e-s se retrouvent dans des positions très vulnérables où les salaires et les conditions de travail sont misérables. C'est peut-être parce que leur permis de séjour

est lié à leur contrat ou parce qu'ils ont payé cher pour se rendre à leur nouveau lieu de travail. Souvent, le voyage est payé par leurs familles et certains sont victimes de violences et de menaces, à la fois contre eux-mêmes et leurs familles chez eux. Dans certains cas, il s'agit d'un esclavage absolu. Des conditions de travail misérables pour les personnes migrantes sont observées dans de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, la construction, le textile, les hôtels, les restaurants et les travaux ménagers.

L'Alliance rouge-verte prône une organisation internationale du travail forte et dotée des moyens nécessaires pour renforcer les demandes globales des travailleur-se-s. Cela signifie une organisation syndicale dans laquelle il est possible de rester organisé, même lors de déplacements transfrontaliers, et où des personnes travaillant dans la même entreprise ou dans le même secteur transfrontalier peuvent être organisées ensemble et soulever des revendications communes.

Nos propositions

L'Alliance rouge-verte œuvre pour une politique des personnes réfugiées dans laquelle le Danemark et d'autres pays riches aident beaucoup plus les personnes réfugiées du monde entier. Et surtout pour créer des lieux locaux de travail et d'éducation de manière à ce que les personnes réfugiées puissent mener une vie aussi normale que possible pour qu'ils et elles soient en mesure de pouvoir construire leur avenir. Cela encouragera également les personnes réfugiées à participer à la reconstruction de leur pays une fois la paix rétablie. Nous défendons le droit d'asile pour les personnes fuyant la guerre et la persécution, notamment à cause de leur sexe et de leur sexualité.

Le droit d'asile doit être étendu à davantage de personnes qu'aujourd'hui, y compris aux personnes contraintes de fuir à cause du changement climatique. L'accès à l'asile doit être amélioré. Cela signifie que le Danemark doit accepter davantage de personnes réfugiées et qu'il doit de nouveau être possible de demander l'asile aux ambassades. La convention de Dublin devrait être abrogée. Et il faut mettre fin aux formes de contrôle brutales et inhumaines aux frontières, lesquelles formes sont exercées aux frontières extérieures de l'Union européenne et par le biais d'accords cyniques avec des dictateurs et des régimes autoritaires.

Lorsqu'il est nécessaire de définir des règles en matière de mobilité de la main-d'œuvre, l'Alliance rouge-verte souhaite mettre en balance deux considérations. D'un côté, nous voulons que les gens aient la plus grande liberté possible pour voyager dans d'autres pays et travailler s'ils le souhaitent. D'autre part, nous ne voulons pas que les employeurs utilisent l'accès aux importations de main-d'œuvre pour faire baisser les salaires et les conditions de travail. Nous œuvrons pour que tous les travailleur-se-s aient le droit de voyager librement et de chercher du travail dans tout pays, dans les conditions applicables dans ce pays. Dans le même temps, nous voulons renforcer les possibilités du mouvement syndical de déterminer dans quelles conditions une personne peut être employée dans une entreprise ou un secteur particulier. Par conséquent, nous œuvrons pour que les entreprises n'aient pas la possibilité d'importer de la main-d'œuvre qui serait utilisée pour affaiblir les salaires et les conditions de travail. Par conséquent, la main-d'œuvre ne peut être importée que si l'employeur peut documenter que l'emploi est effectué conformément à une rémunération collective ordinaire et à des conditions de travail que le syndicat local peut approuver.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Traduction par Google révisée par Marc Bonhomme Source : traduction anglaise du danois (<https://socialistproject.ca/2019/10/green-earth-with-peace-room-for-all/#easy-footnote-bottom-12603>)

<http://alter.quebec/danemark-les-propositions-de-lalliance-rouge-verte/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)